



Ce cessez-le-feu qui nâ??en est pas un

## Description

*Alors quâ??IsraÃ«l a dÃ©clenchÃ© des attaques massives sur Gaza ces deux derniers jours, le mÃ©pris de son engagement dans lâ??accord de Â« paix Â» conclu Ã Charm el-Cheikh nâ??est plus Ã dÃ©montrer.*

Par lâ??Agence MÃ©dia Palestine, le 20 octobre 2025



Israël a violé l'accord de cessez-le-feu plus de 80 fois au cours des dix derniers jours, soit depuis que ledit cessez-le-feu est, officiellement, en vigueur. Avec une nette accélération des attaques depuis hier, la durabilité de la trêve semble plus que jamais illusoire.

Au moins 97 Palestiniens ont été assassinés par Israël depuis le début du « cessez-le-feu », un bilan provisoire qui pourrait même alourdir la mesure que des corps sont extraits des décombres des bâtiments effondrés.

## Quel cessez-le-feu ?

« Ces violations vont des tirs directs contre des civils aux bombardements et attaques d'obus, en passant par le recours simultané à des frappes aériennes et l'arrestation d'un certain nombre de civils », indique aujourd'hui un communiqué du bureau des médias de Gaza. «

Ces pratiques reflètent l'approche agressive persistante de l'occupant, sa volonté manifeste d'escalade sur le terrain et sa soif constante de sang et de mort. »

La première de ces violations a eu lieu presque immédiatement après l'entrée en vigueur de la trêve. À 10 heures, heure locale, le 11 octobre, des coups de feu ont été tirés depuis des véhicules israéliens stationnés à Khan Younis, tuant un Palestinien. Plusieurs coups de feu ont été signalés plus tard dans l'après-midi et dans la soirée du même jour, l'armée ayant tiré depuis des véhicules militaires et des quadricoptères.

Vendredi 17 octobre, l'armée israélienne a tiré sur un véhicule civil, tuant 11 membres de la famille Abu Shaaban dans le quartier de Zeitoun. Sept enfants et trois femmes se trouvaient dans la voiture à la famille tentait de rejoindre son domicile.

Hier, dimanche 19 octobre, Israël a fermé les points de passage censés permettre l'entrée de l'aide humanitaire, avant de mener une série d'attaques aériennes, larguant 153 tonnes de bombes sur Gaza et assassinant au moins 45 de personnes.

« J'ai senti mon cœur se serrer, j'ai senti que le cessez-le-feu était rompu », a déclaré Abu Abdallah, un homme d'affaires de la ville de Gaza, à l'agence de presse Reuters. « Ce qui s'est passé hier a poussé les gens à se ruer pour acheter de la nourriture, les commerçants cupides ont augmenté les prix ; l'accord semble si fragile. »

Lundi, après avoir déclaré qu'il respecterait le nouveau accord, Israël a tué plusieurs Palestiniens dans le quartier de Shujayea, au nord de Gaza, affirmant qu'ils « représentaient une menace » pour les soldats israéliens après avoir franchi la « ligne jaune » non marquée derrière laquelle l'armée israélienne s'était retirée.

Si deux points de passage ont pu rouvrir aujourd'hui, le point de passage de Rafah, à la frontière entre Gaza et l'Égypte, reste fermé, empêchant non seulement l'entrée de l'aide humanitaire, mais aussi l'évacuation médicale des Palestiniens blessés et malades.

## **La faute rejetée sur le Hamas**

L'armée israélienne affirme, malgré tout, que le « cessez-le-feu » est encore en vigueur, et prétend que ses bombardements hier étaient une « riposte » à une attaque contre ses soldats dans les environs de Rafah.

La branche armée du Hamas, les Brigades Qassam, a déclaré ne pas avoir connaissance d'affrontements, soulignant qu'Israël contrôle la zone de Rafah et que les Brigades n'avaient aucun contact avec les combattants palestiniens à Rafah.

« Les faits sur le terrain reflètent exactement le contraire », explique un communiqué, « car ce sont les autorités d'occupation qui ont formé, armé et financé les gangs criminels qui ont commis des meurtres, des enlèvements, des vols de camions d'aide humanitaire et des agressions contre des civils palestiniens. Ils ont ouvertement admis leurs crimes dans les médias et dans des clips vidéo, confirmant l'implication de l'occupation dans la propagation du chaos et la perturbation de la sécurité »

Israël accuse également le Hamas de tarder à restituer les corps de 28 prisonniers tués lors du bombardement israélien de Gaza, quand le groupe affirme depuis la signature de l'accord avoir besoin d'équipements de terrassement lourds pour pouvoir fouiller et retrouver tous les corps des prisonniers, ainsi que ceux d'environ 10 000 Palestiniens qui auraient péri sous les combats des bombardements israéliens.

La rhétorique de la « faute du Hamas » est systématiquement employée par Israël pour justifier son génocide à Gaza, qui a fait au moins 68 216 morts depuis le 7 octobre 2023.

De son côté, le président États-Unien Donald Trump a déclaré que le cessez-le-feu était toujours en vigueur, affirmant que les responsables américains veilleraient à ce que la situation reste « très pacifique ».

### « Ce n'est pas la paix »

Aujourd'hui, des médias français affirment que le cessez-le-feu « reprend » après une journée sanglante. Mais si le cessez-le-feu peut être mis sur pause à tout moment par Israël, peut-on vraiment l'appeler ainsi ?

L'accord Trump sur Gaza, « ce n'est pas la paix, loin de là », analyse l'activiste et chercheur Majed Abusalama. « Alors que les demandes de démilitarisation des groupes de résistance palestiniens, y compris le Hamas, sonnent haut et fort, aucun appel parallèle n'a été lancé pour sanctionner Israël, mettre fin à l'aide militaire à Tel-Aviv ou démilitariser l'état. »

Le déséquilibre est évident dans l'accord conclu : pas de garantie pour l'autodétermination des Palestiniens, pas d'engagement pour Israël. Une situation proche de celle observée au sud Liban depuis un an : un cessez-le-feu qui n'a de paix que le nom, puisqu'il n'empêche pas Israël de poursuivre ses opérations militaires et attaques aériennes répétées. Tel-Aviv a violé cet accord plus de 4 500 fois depuis novembre 2024. Selon les données officielles, au moins 276 personnes ont été assassinées par Israël lors de ces attaques.

Depuis le début de sa guerre génocidaire à Gaza, Israël n'a cessé de saboter les négociations de cessez-le-feu, revenant sur chaque acquis et rejetant la faute sur le Hamas, dans un faux-semblant de dialogue.

Il faut rappeler cependant que cet accord a été arraché par la mobilisation internationale qui a fait pression sur les dirigeants, et les militants dénoncent que cet accord ne serait qu'une diversion. « Océan sont les ministres et les chefs d'état qui célébreraient la paix la semaine dernière ? », demande aujourd'hui la rapporteuse des droits à l'ONU Francesca Albanese sur son compte X.

**date créée**  
2025/10/20